

Stratégie de pérennisation des OGA et actions de lobbying

Georges PHAM-MINH
Consultant en Affaires publiques

Séminaire annuel d'étude UNASA
18/11/22

- ▶ **Présentation de Georges PHAM-MINH**
- ▶ **Où en sommes-nous aujourd'hui du lobbying des OGA ?**
- ▶ **Comment expliquer la situation de relatif échec dans laquelle nous nous trouvons ?**
- ▶ **Avons-nous fait tout ce qu'il fallait ?**
- ▶ **Quelles perspectives d'avenir pour les OGA ?**

Présentation de l'intervenant

- **Sénat**
- **Cabinets ministériels**
- **Ministère des affaires étrangères**
- **Assemblée nationale**
- **Euro RSCG (devenu Havas)**
- **Cabinet GPM CONSEIL.EU : Paris et Bruxelles**
- **Service d'information du Gouvernement**
- **Formateur à l'INSP (ex-ENA) et au Centre de Formation et Perfectionnement des journalistes**

La Macronie veut-elle la peau des OGA ?

- ▶ *« Je trouve étonnant que l'on majore la base d'imposition d'entreprises sur le seul critère de leur choix de gestion, ce qui revient à présumer qu'elles ne peuvent pas tenir correctement leur comptabilité. Nous proposons donc de supprimer cette majoration. »*
- ▶ **Olivier DUSSOPT, Ministre délégué aux comptes publics, 14/10/20, Assemblée nationale, discussion de l'article 7 (OGA) du PLF 2021**
- ▶ Traduction :
- ▶ Nous faisons confiance aux entrepreneurs. Le système de la majoration instaure une présomption de fraude sur ceux qui n'adhèrent pas à un OGA. C'est pourquoi nous la supprimons.
- ▶ Rien sur l'équité fiscale. Aucun argument sur le fait que le Conseil constitutionnel avait validé la règle de la majoration.

- ▶ L'article 1^{er} crée un statut unique pour les entrepreneurs individuels, inspiré de l'EIRL
- ▶ Il vise à faciliter le passage d'une entreprise individuelle en société
- ▶ En complément, l'article 13 de la LFI 2022 facilite l'option à l'IS
- ▶ Traduction :
- ▶ Le « plan Indépendants » du Président de la République vise délibérément à favoriser la forme sociétale et inciter à la migration massive des indépendants de l'IR à l'IS

QUELLE LEÇON TIRER ?

- D'une part, le Ministre délégué aux comptes publics dit que les OGA ne servent à rien et qu'il faut faire confiance au civisme fiscal des professionnels indépendants
- Supprimons le contrôle de leurs obligations déclaratives fiscales par les OGA (comme pour le contrôle technique des deux-roues) !
- L'approche électoraliste ne fait pas de doute : « à moi, les voix des indépendants »
- D'autre part, le plan Indépendants du Président de la République tend à favoriser le passage de l'EI en société et donc l'option à l'IS
- La question qui se pose est bien : la Macronie veut-t-elle la peau des OGA ?

**Où en sommes-nous aujourd'hui du
lobbying des OGA ?**

► 10 amendements sur les OGA déposés au Sénat – PLF 2023

- **Amendement n° 28** de M. Vincent DELAHAYE, sénateur (Union centriste) de l'Essonne
- **Amendement n° 68** de M. Alain CADEC, sénateur (LR) des Côtes d'Armor
- **Amendement n° 79** de Mme FERAT, sénatrice (UC) de la Marne, et Mme VERMEILLET, sénatrice du Jura
- **Amendement n° 149** de Mme ESTROSI-SASSONE, sénatrice (LR) des Alpes-Maritimes
- **Amendement 509** de M. CAPUS, sénateur (RTLH-Horizons) du Maine-et-Loire, et Mme Vanina PAOLI-GAGIN, sénatrice de l'Aube
- **Amendement 762** de Mme Catherine MORIN-DESSAILLY, sénatrice (UC) de la Seine-Maritime
- **Amendement 865** de M. André REICHARDT, sénateur (LR) du Bas-Rhin
- **Amendement 1015** de M. LONGEOT, sénateur (UC) du Doubs
- **Amendement 1249** de M. Bernard FIALAIRE, sénateur (RDSE – Parti radical) du Rhône et Mme Maryse CARRERE, sénatrice (RDSE, parti radical de gauche) des Hautes-Pyrénées
- **Amendement 1517** de M. Dominique THEOPHILE, sénateur (LREM) de la Guadeloupe 10

- **5 amendements OGA précédemment à l'Assemblée nationale – PLF 2023**
- *x2 Marie-Christine Dalloz, députée LR du Jura*
- *Charles de Courson, député LIOT de la Marne*
- *Pierre Cordier, député LR des Ardennes*
- *Marc Le Fur, député LR des Côtes d'Armor*
- **... qui succèdent aux ... 34 amendements OGA déposés dans le PLF 2022**
- *Prorogation de la règle de la majoration de 2 ans, avec un repli à 1 an*
- *Amendements visant à rendre l'ECF plus attractif, etc.*
- **Mais le Gouvernement va utiliser l'article 49.3 de la Constitution => la majoration de 1,10 devrait être supprimée le 01/01/23**

- ▶ **A quoi cela sert-il de faire déposer des amendements par des parlementaires ?**
- ▶ *Le Parlement vote la loi. Ce n'est pas le Gouvernement qui décide seul. Ne pas oublier que le législateur de 1974 a créé les OGA.*
- ▶ *A mobiliser et fidéliser les réseaux parlementaires*
- ▶ *Remettre les OGA au centre des débats, ne pas les oublier*
- ▶ *Créer un rapport de force avec le Gouvernement. Montrer qu'il n'y a pas qu'une seule politique possible*
- ▶ *Obliger le Gouvernement et sa majorité à sortir du bois et dire ce qu'ils pensent des OGA. Ex. Jean-René CAZENEUVE, Rapporteur général (Renaissance) du budget à l'Assemblée :*
- ▶ *« En proposant de maintenir ce dispositif de majoration pendant un an, vous augmentez les impôts pour les assujettis qui n'ont pas adhéré à un OGA. Vous vous opposez de fait à une baisse d'impôt. » 05/10/22*

**Comment expliquer la situation de
relatif échec dans laquelle nous
nous trouvons ?**

- ▶ **Les fédérations d'OGA sont parties en ordre dispersé**
- ▶ *Atomisation du paysage syndical*
- ▶ *D'où inévitablement des politiques différentes liées à l'histoire des fédérations mais aussi des égos*
- ▶ *Le pouvoir a su en jouer ; diviser pour mieux régner*
- ▶ **Méconnaissance et incompréhension des parlementaires sur les OGA**
- ▶ *Ex. Mme Dalloz, députée, qui, à propos de la majoration de 1,10, parle de « 10% de déduction fiscale supplémentaire » en commission (plf 2023)*
- ▶ *Des parlementaires incapables de bien nous défendre (exceptions : Charles de Courson, député, et Emmanuel Capus, sénateur)*
- ▶ *S'interroger sur notre capacité à convaincre : trop de jargon ; pas assez de vulgarisation*

- ▶ **Problème d'angle : la défense de l'OGA et non de l'entrepreneur**
- ▶ *Le politique est plus sensible à la TPE qu'à l'OGA*
- ▶ *L'U2P n'a parlé que des indépendants*
- ▶ *La FNAGA a poussé pour placer la TPE au centre des messages*
- ▶ *Sous l'impulsion de l'UFCA, le livre blanc a consacré la moitié de ses propositions sur la prévention des difficultés des TPE*
- ▶ **Un excès de modestie et d'humilité de la part des OGA**
- ▶ *En politique, plus on crie, plus on a des chances d'être écouté et d'obtenir quelque chose*
- ▶ *Mentalité d'organismes agréés par l'administration fiscale*
- ▶ **L'efficacité redoutable du lobbying de l'U2P, dont le Président est devenu ministre des PME**
- ▶ *Les conseillers ministériels disent avoir reçu des instructions claires*

▶ **L'autisme des conseillers ministériels**

- ▶ « *Nous ne reviendrons pas sur une réforme qui a été votée* »
- ▶ « *C'est un engagement du Gouvernement auprès de l'U2P* »
- ▶ « *Il vous reste la réduction de 915 € et l'agrément ; vous avez l'ECF* »
- ▶ « *Vous avez trois ans pour vous adapter à la nouvelle donne* »
- ▶ « *Vous pouvez proposer des prestations à des non-adhérents* »

▶ **Le manque de courage de la DGFIP**

- ▶ « *Nous ne partageons pas forcément la philosophie de la réforme des OGA, mais maintenant qu'elle est là, il faut l'appliquer* »
- ▶ « *Personne ne vous soutient dans votre combat, ni l'ordre des experts-comptables, ni une fédération patronale. Vous n'êtes pas du bon côté du rapport de force* »
- ▶ « *Faites des propositions, mais elles ne doivent créer aucune contrainte pour les TPE, ni aucune dépense pour les Fi Pu* »

- ▶ **Une rhétorique macroniste implacable, que les OGA ont eu du mal à contrer**
- ▶ *« Il n'existe pas de système d'incitation fiscale ailleurs en Europe pour des structures comparables aux OGA français*
- ▶ *« Si vous êtes aussi bons et indispensables que vous le dites pour les TPE, vous n'aurez aucun mal à leur proposer des prestations répondant à leurs besoins*
- ▶ **Les TPE adhérentes n'ont pas soutenu les OGA**
- ▶ *Pas d'affectio societatis entre les OGA et les adhérents ; beaucoup d'adhérents ne connaissent même pas leur OGA*
- ▶ *Le seul contact de la TPE est l'expert-comptable*
- ▶ *Quelle TPE va accepter de payer un OGA pour subir un pré-contrôle fiscal ?*

Avons-nous fait tout ce qu'il fallait ?

LES ACTIONS DE LOBBYING ONT EU DES RÉSULTATS

- Dans le PLF 2021, nous avons obtenu la suppression de l'article 7 au Sénat (mais pas de suppression définitive)
- Art. 34 LFI 2021 : suppression sur 3 ans de la règle de la majoration => les OGA obtiennent une période transitoire
- Les OGA parmi les prestataires habilités à faire l'ECF
- Décret du 7 octobre 2021 autorisant les OGA à effectuer des prestations à des non-adhérents
- Dans le PLF 2022 :
 - *34 amendements déposés à l'Assemblée*
 - *le Sénat avait rejeté d'un bloc le dernier PLF du 1^{er} quinquennat Macron => donc pas de possibilité de faire déposer des amendements*
- **PLF 2023 : actions en cours**

LES APPORTS D'UN CABINET DE LOBBYING

- ▶ **Professionnalisation des actions de lobbying**
- ▶ **Expériences du cabinet auprès d'autres clients**
- ▶ **Rédaction de mails, notes et amendements selon les codes et les usages en vigueur dans l'administration, au Gouvernement et au Parlement**
- ▶ **Conseils stratégiques :**
 - ▶ *ex. respecter la bonne temporalité des actions*
 - ▶ *Les cabinets et administrations centrales pour les présidents nationaux, les parlementaires pour les pdts et directeurs d'OGA dans les territoires*
- ▶ **Maîtrise des procédures législatives :** *placement des amendements en 1^{ère} ou 2^e partie, irrecevabilité des articles 40 et 45 de la Constitution, jurisprudence de l'entonnoir ...*
- ▶ **Cartographie des acteurs-clés et construction des réseaux**

LES ÉTUDES POUR CHANGER LE REGARD DES POLITIQUES ET DE LA DGFIP

- ▶ Livre blanc sur les TPE pour être présent dans les campagnes présidentielles et législatives
- ▶ Etude EY par Jean-Pierre LIEB appelant à une réforme des OGA :
- ▶ *Inspecteur général des finances*
- ▶ *Ex-numéro 2 de la DGFIP (chef des services juridiques), passé par le service du contrôle fiscal*
- ▶ *Dans un mail adressé par des directions des impôts dans les territoires aux OGA, le rapport EY a été mentionné comme une base de travail pour le 1^{er} semestre 2023*
- ▶ *L'étude EY a permis de décrocher des RDV à Matignon, au cabinet du ministre des comptes publics et à la DGFIP*
- ▶ Etude du cabinet Astérès, fondé par l'économiste Nicolas BOUZOU
- ▶ Sondage CSA auprès de 400 TPE

LES OGA DEVAIENT-ILS SUIVRE L'EXEMPLE DES BIOLOGISTES ?

- ▶ **PLFSS 2023** : ponction de 250 M€ par an => le taux de résultat net des laboratoires serait divisé par plus de 6, passant de 11,7% en année « normale » (hors covid) à 1,9% du chiffre d'affaires
- ▶ **Riposte graduée** :
 - ▶ *RDV avec la tutelle (assurance-maladie, ministère de la santé, Bercy)*
 - ▶ *Amendements dans le PLFSS : Assemblée (mais 49.3) + Sénat*
 - ▶ *Politique de la chaise vide au Ségur du numérique*
 - ▶ *Arrêt de l'alimentation de la base de données Covid, rendant aveugle le Gouvernement en pleine 8^e vague du covid*
 - ▶ *Arrêt du séquençage du virus*
 - ▶ *Grève générale reconductible à partir du 14/11*
 - ▶ *Le 17/11, la CNAM fait une proposition constructive pour sortir de la crise*

CRITIQUE CONSTRUCTIVE DU LOBBYING DES OGA

- ▶ Les OGA ne sont pas adeptes du rapport de force : ce sont des « préposés » de l'administration fiscale
- ▶ Quelles actions de boycott auraient pu être envisagées pour gêner l'administration fiscale ?
- ▶ Aurait-il fallu descendre dans la rue (comme le millier de commissaires aux comptes l'ont fait en 2018 contre la loi PACTE) ?
- ▶ Pour intéresser les médias et les politiques, il faut créer l'évènement
- ▶ Il aurait pu être envisagé de mobiliser les adhérents (« touche pas à mon OGA »), en faisant des lettres d'information, une pétition, des tracts ..., mais c'est difficile lorsque l'expert-comptable est l'interface

Quelles perspectives d'avenir pour les OGA ?

- Il reste le 915 euros et l'agrément
- Prestations aux non-adhérents : OGA (décret 7 oct. 2021) + OMGA (Bofip)
- L'ECF : la DGFIP doit s'engager à communiquer davantage sur le dispositif, voire à le rendre plus attractif (avec des contreparties tangibles pour les TPE)
- Pistes du rapport EY visant à améliorer le rôle des OGA comme auxiliaires de l'administration fiscale : nous verrons ce que décideront la DGFIP et Bercy
- Ne pas abandonner la piste de faire de l'OGA le conseil de toutes les TPE, quelles que soient leurs statuts et régime fiscal IR/IS
- Faire des OGA les auxiliaires des URSSAF
- Diversifier les activités : conseil à la création d'entreprise, accompagner les associations, faire des services à la personne, vendre des logiciels de comptabilité ...